

M. Douglas: Voilà comment on va faire plier les sociétés. En outre, la surtaxe ne s'appliquera pas aux industries de fabrication et de transformation qui jouissent en plus de dégrèvements d'impôt accordés l'an dernier ainsi que d'amortissements accélérés. Il est révélateur que nous ne puissions pas apprendre du ministre quelle sera la baisse de revenu par suite de la concession faite aux sociétés de fabrication et de transformation grâce aux avantages fiscaux qui leur ont été accordés l'an dernier. Il est aussi significatif qu'en retour de l'appui que l'opposition officielle avait donné à la mesure l'an dernier, le ministre ait inclus une disposition prévoyant un réexamen de la mesure après le 1^{er} avril 1974. Pourtant, nous ne pouvons même pas obtenir les chiffres, bien que le 1^{er} avril soit passé depuis longtemps. Quel est le chiffre, monsieur l'Orateur? Le ministre ne le dit pas.

● (1730)

Le professeur Hyndman, dans l'une des publications du Bureau d'études fiscales, a dit que pour l'année d'imposition 1974-1975, les dégrèvements fiscaux auront une valeur d'un milliard de dollars. Le ministre dira-t-il à la Chambre si ce chiffre est exact ou non? Nous donnera-t-il le chiffre pour la dernière année d'imposition? Bien sûr que non, monsieur l'Orateur, car il sait qu'il n'ose pas dire au public avec quelle largesse il a traité ces sociétés. Qui sont ces fabricants, monsieur l'Orateur? Ceux qui transforment la viande, le poisson et les autres denrées alimentaires. Voyez les profits qu'ils ont réalisés. Ce sont eux qui ont exploité le consommateur, et ce sont eux qui ont droit aux principales concessions fiscales.

Après avoir signalé au gouvernement des mois durant les disparités et injustices de notre régime fiscal et lui avoir demandé des modifications, nous recevons ce budget, un budget qui maintiendra une situation où, d'après les dernières données statistiques, le revenu réel du salarié diminue de \$5.50 par semaine, où la portion du revenu national qui va aux sociétés sous forme de profits augmente tandis que celle des travailleurs salariés baisse. Je le demande: le premier ministre (M. Trudeau) a-t-il cru un seul instant que le parti néo-démocrate accepterait un budget comme celui-là?

L'erreur du premier ministre peut s'expliquer de deux façons. Il se peut, par exemple qu'il ait pensé que le Nouveau parti démocratique bluffait, qu'il ne voterait sûrement pas contre le gouvernement, que lui qui pendant quelques mois en a été si proche, qui a appuyé ses mesures sociales, en était venu à aimer et à chérir le parti au pouvoir. C'est une idée que le premier ministre lui-même a exprimée dans un discours qu'il prononçait à Sudbury et dont la presse du 29 avril s'est fait l'écho. Voici ce qu'on peut lire dans le *Globe and Mail* du 29 avril 1974:

... M. Trudeau a dit que si les députés du NPD ne veulent pas non plus d'élections hâtives, c'est sans doute «parce qu'ils ne tiennent pas particulièrement à perdre leurs sièges».

Le premier ministre est à la tête d'un gouvernement minoritaire. Voici un homme qui s'efforce de garder son poste afin de faire ce qu'il croit le meilleur pour notre pays. Quelques semaines avant la présentation du budget, il déclarait ceci: «Si les députés du NPD votent en faveur

Le budget—M. Douglas

de l'adoption du budget, ce ne sera pas parce qu'ils le croient bon, mais parce qu'ils craignent d'affronter l'électorat.» Voilà qui est bien digne d'un homme d'État de fort calibre!

Le budget n'est ni plus ni moins qu'un défi lancé par le ministre des Finances au Nouveau parti démocratique. Tout ce que nous avons demandé et tout ce que nous avons préconisé et réclamé a été rejeté dans le budget, qui est encore plus injuste en ce qui concerne la majorité des Canadiens que tout autre budget présenté depuis bien des années. L'autre possibilité n'est pas que le premier ministre pensait que le Nouveau parti démocratique bluffait, mais qu'il pensait que nous avions décidé que tôt ou tard, il devrait y avoir des élections et que dans ce cas, il vaudrait peut-être mieux présenter un budget modéré qui plairait au monde des affaires et qui leur serait profitable sur la rue Bay et sur la rue Saint-Jacques. C'est un budget de ce genre que nous avons eu.

Le premier ministre a laissé entendre hier que nous avions soudainement pris une décision il y a une semaine ou deux à cause de la tension dont il a parlé. Pendant toute cette période, nous avons dit que nous jugerions chaque mesure d'après sa valeur et que nous ferions de même pour le budget. Le fait que, la semaine dernière, nous ayons annoncé que nous n'appuierions pas le bill sur le mercantilisme ne nous obligeait nullement à voter contre le budget. Si le budget avait été valable, nous l'aurions appuyé. Nous aurions tout de même voté contre le bill sur le mercantilisme parce que c'est une supercherie et une farce, comme les députés le savent. Si le budget avait proposé quelque chose pour rectifier les injustices sociales causées au peuple canadien et aux contribuables par le gouvernement, nous l'aurions appuyé. Mais il ne propose rien.

En fin de compte, celui qui a décidé de présenter ce budget, c'est le premier ministre. Il doit accepter que nous soyons peut-être à la veille d'élections générales, car lui, et lui seul, a donné son approbation au budget et à la sois-disante loi sur les profits excessifs, loi à laquelle, il aurait dû le savoir, notre parti ne pouvait en aucun cas souscrire.

Le premier ministre, dans ce que l'on pourrait appeler une dernière tentative d'éviter l'inévitable, a essayé d'effrayer le Parlement en déclarant qu'il y avait plusieurs projets de loi en chantier qui ne pourraient être adoptés si le gouvernement était défait par ce vote. Aucun gouvernement ne peut être défait sans qu'il n'y ait quelques projets de loi qui soient sur le métier ou en suspens. Sinon, le Parlement ne serait dissout qu'à l'initiative du gouvernement, car il ne pourrait s'ajourner avant que des mesures législatives ne soient adoptées et alors, bien entendu, le gouvernement ne serait jamais défait.

Les projets de loi inscrits au *Feuilleton* ne sont que secondaires, et nous ne sommes pas disposés à nous prononcer sur un budget inacceptable pour que des mesures secondaires soient adoptées. Le premier ministre et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) ont essayé: primo, d'effrayer la Chambre et, secondo, d'effrayer le pays en proclamant que si ce budget n'était pas adopté, ou que si le gouvernement était battu, on ne pourrait bien entendu pas percevoir la surtaxe sur les exportations de pétrole. Quiconque s'avance à faire de telles déclarations est soit malhonnête, soit stupide.